

Chers compatriotes.

Ce n'est pas parce qu'une société est riche et solidaire que son avenir est assuré. Nous voyons bien par exemple que le modèle de développement des démocraties occidentales que l'on croyait inattaquable et guidant le monde n'a plus le vent en poupe. D'autres modèles plus coercitifs voire antidémocratiques retrouvent une forme de légitimité et de durabilité. Ils ont pour armes principales la mise à l'écart arbitraire des voix dissonantes, la propagande et surtout le formatage des enfants à l'école. Face à cela, l'émancipation de l'individu adulte que recherchent en principe les systèmes éducatifs dans les démocraties aboutit, semble-t-il, à une forme d'éclatement du corps social. En tout cas, le questionnement autour de l'éducation ne date pas d'hier et le levier scolaire, que j'aborde maintenant, est une clef politique centrale et très sensible.

Contrairement aux animaux, les êtres humains ont besoin de beaucoup de temps pour achever leur développement. Une gestation longue, une dépendance directe de l'enfant à l'égard des adultes très longue et une construction de l'autonomie sociale encore plus longue : une vingtaine d'années de chaque vie humaine est un vaste chantier fragile et complexe sur lequel les interventions adultes ont une influence déterminante. Les sociétés humaines ont ainsi vu très tôt dans l'encadrement de la jeunesse le moyen le plus efficace de perpétuer des cultures, des structures et des pouvoirs, d'orienter l'avenir dans un sens plutôt que dans un autre. Bref, elles ont fait de la formation des jeunes un enjeu politique majeur. Les religions ont imposé des rituels sur les enfants pour les marquer à vie et les conditionner comme futurs fidèles. Les potentats les ont embrigadés pour leur inculquer l'obéissance aveugle et les utiliser sur les champs de bataille. Les États enfin se sont substitués aux parents pour contrôler le contenu des enseignements et servir des intérêts nationaux politico-économiques. Bien sûr, tout cela étant toujours officiellement pratiqué pour le bien de l'enfant, donc du futur adulte. Quoi qu'il en soit, tout le monde a bien compris que l'éducation des enfants et des

adolescents n'est pas du tout une chose neutre et qu'elle a un poids déterminant dans l'évolution des sociétés.

Personne ne s'étonnera donc du fait que le premier réflexe des pouvoirs organisés ait été de faire de l'enseignement général un privilège. La transmission de la lecture et de l'écriture a longtemps été réservée à des castes détentrices du pouvoir religieux ou politique. Au 17^{ème} siècle, les institutions catholiques ont commencé à ouvrir des écoles à destination du peuple après 1000 ans de confiscation des savoirs, uniquement parce que les protestants avaient fait de l'éducation le moteur efficace de leur expansion populaire. Finalement, même si cela s'est fait surtout pour augmenter la compétitivité des idéologies et des nations et non pour des raisons altruistes, le principe d'offrir un socle scolaire à tous s'est imposé. Mais il a tout de même fallu attendre la seconde moitié du 20^{ème} siècle pour que l'accès aux lycées et aux études se démocratiser réellement, particulièrement en direction des femmes et des classes populaires. En France, cette démocratisation s'est accompagnée d'une unification et d'une massification du système scolaire secondaire et de l'université. Pendant ce temps, au sein des établissements, les guéguerres politiques et syndicales ont perduré, les querelles pédagogiques et idéologiques ont enflé, les questions sociétales ont perturbé. On se retrouve ainsi avec un système éducatif engourdi, un niveau général des élèves baissier et des professeurs désorientés. Pour notre avenir, il y a urgence à insuffler une dynamique nouvelle.

De prime abord, on se dit que le chantier est impossible quand on voit le nombre de gouvernements qui s'y sont cassé les dents depuis une trentaine d'années. Pourtant, à y regarder de plus près, on constate que l'école n'est pas irréformable mais que ce sont les réformes qui sont mauvaises, mal ficelées, incohérentes, imposées à l'emporte-pièce avec des discours insidieux et culpabilisants. Souvenez-vous de ce ministre qui croyait refonder l'école en introduisant des activités périscolaires pour tous sans avoir même réfléchi à la faisabilité financière et organisationnelle au sein des communes. Ou des notes remplacées au collège par des codes couleur qui seront ensuite remplacés par des notes sorties du chapeau pour le traitement informatique de l'orientation et du

brevet. Ou encore très récemment de cette réforme du lycée, laborieusement mise en place par le gouvernement actuel, qui a semé un désordre lamentable dans les enseignements et les orientations, tout ça pour diminuer le coût du baccalauréat ! Et ensuite, pour faire avaler la pilule de cet amateurisme coutumier, on fait de beaux discours sans lendemain sur le respect dû aux professeurs. On aimerait parfois que les réformes de l'éducation émanent de personnes qui gèrent réellement des classes. En tout cas, je pense que la priorité est de rendre aux enseignants leur autonomie et de leur donner les moyens d'enseigner correctement et confortablement. Et cela commence simplement par une rationalisation de l'organisation scolaire.

Je propose la Réforme Scolaire des 24. De la maternelle au lycée, sur tout le territoire, il s'agira de limiter à 24 d'une part le nombre d'élèves par classe et d'autre part le nombre d'heures de cours hebdomadaires par élève. Dans le secondaire, il faut juste remarquer que ce que l'on appelle aujourd'hui une « heure de cours » dure en réalité à peine 45 minutes, la durée officielle étant en fait de 55 minutes voire 50 minutes à laquelle il faut retrancher les temps de déplacement et d'appel. Ainsi, en remplaçant deux « heures de cours » actuelles par une heure et demie réelle, le temps d'apprentissage effectif par élève ne variera pas. Les professeurs géreront plus de classes mais moins d'élèves par classe. Les élèves auront six heures de cours dans la journée, soit deux séances d'une heure et demie par demi-journées séparées par une vraie pause d'une demi-heure. Chaque jour, la deuxième séance de l'après-midi sera réservée à l'accompagnement personnalisé (devoirs, soutien, approfondissement, orientation, projets). Il n'y aura plus de cours le mercredi qui sera destiné aux activités sportives et culturelles hors établissements grâce notamment au Chèque Art et Sport, ma mesure n°1. Grâce à la Réforme Scolaire des 24, les emplois du temps des élèves et des professeurs seront enfin fondés sur l'égalité, simples à mettre en place par les chefs d'établissement et surtout, le rythme journalier de tous sera fixe et humanisé. Parallèlement, les programmes seront revus pour pouvoir être tenus dans le temps imparti. Un budget de 500 millions d'euros par an sera consacré à l'embauche de

professeurs des écoles et à l'aménagement des locaux éducatifs, notamment pour augmenter le nombre de salles de cours disponibles.

Voilà, la clef politique n°24, c'est le levier scolaire, objet de combats politiques et idéologiques sans fin, tant l'éducation peut avoir un impact significatif sur l'évolution des mentalités et des sociétés. Après bien des luttes et des combats, un système éducatif opérationnel assez consensuel avait été mis en place mais une succession de réformes sans queue ni tête l'ont grandement affaibli. Pour retrouver de la confiance et de l'efficacité, il faut commencer par remettre de la rationalité dans l'organisation des enseignements au sein de l'Éducation nationale. Si nous voulons une école digne de ce nom, rétablissons pour les élèves et les enseignants des conditions de travail dignes !

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 7 février prochain pour la clef n°25. Je vous dis donc : à bientôt !